

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2023

### Délibération n°230224-001 : Office de Tourisme d'Hossegor : acompte sur la subvention de fonctionnement 2023 avant le vote du budget primitif

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commission des finances élargie qui s'est réunie le 20 janvier 2023 pour examiner les demandes de subventions 2023 déposées par les associations et notamment celle de l'Office de Tourisme d'Hossegor, a décidé majoritairement de proposer au vote du Conseil Municipal du 17 mars 2023 (séance de vote du budget primitif), une subvention de 301 000 € au bénéfice de l'Office de Tourisme.

La Commune a reçu une sollicitation de l'Office de Tourisme afin que celui-ci obtienne, de façon anticipée, le versement d'un acompte sur la subvention qui lui sera officiellement allouée à la suite du vote du Conseil Municipal du 17 mars 2023 ; ceci afin de traiter une problématique de trésorerie.

La Comptable Publique, contactée le 27 janvier 2023, a donné son accord au principe du versement d'un acompte sur la subvention 2023.



Il est donc proposé au Conseil Municipal d'accorder le versement d'un acompte de 120 000 € pour couvrir les frais de fonctionnement de l'association jusqu'à début avril 2023.

**CONSIDÉRANT** la sollicitation effectuée par l'Office de Tourisme d'Hossegor d'obtenir de façon anticipée le versement d'un acompte sur la subvention qui lui sera allouée pour l'année 2023,

**CONSIDÉRANT** le besoin en matière de trésorerie de l'association Office de Tourisme d'Hossegor,

**CONSIDÉRANT** que la commission des finances élargie s'est réunie le 20 janvier 2023 pour examiner les demandes de subventions 2023 déposées par les associations et notamment celle effectuée par l'Office de Tourisme d'Hossegor,

**CONSIDÉRANT** que cette commission des finances a émis, majoritairement, l'avis de proposer au vote du Conseil municipal du 17 mars 2023, d'accorder à l'Office de Tourisme une subvention de 301 000 € pour 2023 et de verser préalablement un acompte de 120 000 euros pour régler la problématique immédiate de trésorerie,

**VU** l'avis favorable de la Comptable Publique en date du 27 janvier 2023,

*Après en avoir délibéré,*

*Par 23 voix pour*

*1 voix contre (H. ARBEILLE) et 3 abstentions (L. BARBERIS, P. BIANCONE, B. MERLET)*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de verser, à l'Office de Tourisme d'Hossegor, un acompte de 120 000 € sur la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2023 qui sera entérinée lors de la séance du Conseil Municipal du 17 mars 2023.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

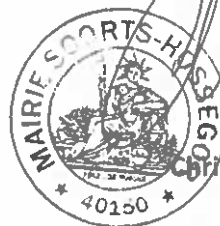
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2023

### Délibération n°230224-002 : Signature d'une convention de répartition des produits des forfaits Post-Stationnement avec la Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La présente convention a pour objet de définir la répartition du produit des recettes issues du forfait de post-stationnement (FPS) perçues en 2022 entre la Commune et la Communauté de communes MACS.

La Commune régleme les zones de stationnement payants sur son territoire et doit transmettre à MACS, au plus tard le 30 avril, les données de l'exercice 2022 qui permettront d'établir :

- Le montant des recettes issues des FPS perçu en 2022 par la commune,
- Les coûts liés à sa mise en œuvre.

La somme issue de la différence entre les recettes issues des FPS et les coûts de mise en œuvre correspond au montant pouvant être affecté aux opérations visant à améliorer les transports en

commun ou respectueux de l'environnement et la circulation routière, conformément à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 28/02/2023

Reçu en préfecture le 28/02/2023

ID : 040-214003048-20230228-230224\_002-DE



Afin de tenir compte de la répartition des compétences entre MACS et la Commune sur les opérations énumérées à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales, le produit des forfaits de post-stationnement, déduction des coûts de mise en œuvre, est réparti comme suit :

- 50 % pour la commune ;
- 50 % pour MACS.

Conformément au tableau ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention avec MACS relative à la répartition des recettes FPS 2022 au titre de l'année 2023.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

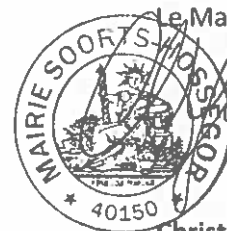
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



Maïlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2023

**Délibération n°230224-003 : Dépôt d'un permis d'aménager pour la création d'une piste cyclable allant de Seignosse à Soorts-Hossegor, sur les avenues du Tour du Lac et des Oyats**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 21**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

La Commune de Seignosse a la volonté de prolonger la piste cyclable depuis l'avenue du Bayonnais, sur l'avenue du Tour du Lac, puis sur l'avenue des Oyats située en partie sur Seignosse et en partie sur le territoire de la commune de Soorts-Hossegor, pour rejoindre la Vélodyssée située sur l'avenue du 8 mai 1945.

L'objectif principal est de sécuriser cette voie.

L'aménagement de voirie se situe sur les deux communes de Soorts-Hossegor et Seignosse avec une répartition géographique des aménagements qui serait à hauteur de 58% sur la commune de Soorts-Hossegor et de 42% sur la commune de Seignosse.

Dans une optique d'optimisation de l'espace et de réduction des surfaces imperméabilisées, la voie cyclable utilisera au maximum les infrastructures existantes. De fait, une réduction du profil de la

voie principale est envisagée passant les deux couloirs de circulation 5,20 m et 5,40 m. Un bourrelet béton séparateur de 30 cm est prévu de bout en bout pour sécuriser les usages et éviter les intrusions de véhicules motorisés sur la piste cyclable.

Pour augmenter la sécurité de l'ensemble des usagers, que ce soit pour la mobilité douce ou motorisée, les carrefours de l'avenue des Oyats seront tous réaménagés avec un profil plus « orthogonal » obligeant ainsi à une réduction des vitesses voire à marquer l'arrêt avec une gestion des priorités en STOP. Ainsi, les conflits aux intersections de l'avenue du Tour du Lac, avenue des Corciers et avenue des Camélias/Tamaris seront gérés en STOP avec un dessin de carrefours dits en « T ».

Tous ces aménagements devront être conçus afin de répondre aux exigences du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE) de la commune mis en place en application de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes à mobilité réduite.

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,*

*Par 21 voix pour*

*6 abstentions (L. BARBERIS, C. CABANAC-ESCANDE, H. ARBEILLE, E. BESCHERON, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer un permis d'aménager pour la création d'une piste cyclable allant de Seignosse à Soorts-Hossegor, sur les avenues du Tour du Lac et des Oyats.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 24 février 2023

### Délibération n°220406-004 : Acquisition d'un lac situé sur la parcelle cadastrée AT 44 d'une contenance de 14 719 m<sup>2</sup> appartenant aux Consorts OLIVIER

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés** : Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commune souhaite mettre en œuvre une politique de préservation et de gestion des espaces naturels des Barthes.

En 2018, une campagne d'acquisition de plans d'eau avait concerné deux étangs, mais une seule acquisition avait abouti.

L'achat du second étang est à nouveau possible. Aussi, la Commune a fait une proposition d'acquisition auprès des consorts OLIVIER de la parcelle cadastrée AT 44 d'une contenance de 14 719 m<sup>2</sup> pour un montant de 3675, 75 €.



Du fait du classement du terrain en Espace Naturel Sensible, le Département propose une aide sous forme de subvention à hauteur de 50 % du montant des dépenses dans le cadre de la maîtrise foncière aidant à la valorisation des cours d'eau et milieux humides.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DECIDE** de prendre en charge les frais inhérents à cette opération (acte notarié, géomètre).

**AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès du Département des Landes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR****DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**

**Séance du 24 février 2023**

### **Délibération n°230224-005 : Désaffectation, déclassement et cession d'une partie du Domaine public située avenue de Super Hossegor**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27****Présents : 21****Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

#### **Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Monsieur et Madame IRIBARREN représentant la SCI 121 MAGNOLIAS, futurs propriétaires d'une maison sur l'avenue de Super Hossegor, ont fait la demande d'acquisition auprès de la Commune d'une partie du Domaine public, en retrait de la voirie principale.

Il s'agit d'un chemin d'accès qui revêt l'aspect et la fonction de desserte de deux constructions existantes.

Monsieur et Madame IRIBARREN souhaitent améliorer les conditions d'accès et de stationnement dans le cadre de leur projet de réhabilitation de la maison.

L'accès n'étant affecté qu'à deux constructions et se trouvant derrière un muret de soutènement qui fera l'objet de la cession également, il ne sera pas nécessaire de réaliser une enquête publique de déclassement de voirie. Elle sera simplement désaffectée de son usage de voirie publique qui n'était emprunté que par les seuls résidents.



Le Pôle d'Evaluation Domaniale a estimé la valeur de cette partie du domaine public de 196 m<sup>2</sup> environ à 7000 €.

**VU** les articles L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la consistance du domaine public,

**VU** les articles L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la désaffectation et le déclassement du domaine public,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**CONSTATE** la désaffectation de la partie du domaine public (contenance d'environ 196 m<sup>2</sup>) située avenue de Super Hossegor, en limite de la future propriété de la SCI 121 MAGNOLIAS.

**APPROUVE** le déclassement de cette partie du domaine public de la Commune pour la faire entrer dans le domaine privé de la Commune afin de la céder pour la somme de 7000 euros à la SCI 121 MAGNOLIAS représentée par Monsieur et Madame IRIBARREN.

**PRÉCISE** que tous les frais inhérents à cette opération de cession seront à la charge de la SCI 121 MAGNOLIAS.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document et tout acte relatif à cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2023

**Délibération n°230224-006 : Signature d'une convention entre les communes de Soorts-Hossegor et de Seignosse : transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et répartition des coûts d'aménagement pour la création d'une piste cyclable**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexé ;

Monsieur le Maire précise que dans le cadre du Plan Vélo défini par la commune de Seignosse, il est prévu de réaliser au cours du printemps 2023, le prolongement de la voie verte (piste cyclable et piétonne) depuis le croisement des RD79 et R86, le long de l'avenue des Bayonnais et sur l'avenue des Oyats, de façon en relia en toute sécurité les communes de Seignosse et Soorts-Hossegor avec la possibilité de rejoindre la « Vélodyssée » le long de l'avenue du 8 Mai 1945.



L'avenue des Oyats a la particularité de se situer en partie sur la commune de Seignosse et en partie sur la commune de Soorts-Hossegor,

Aussi, après avoir échangé sur ce projet, les deux communes s'entendent sur une répartition du coût des travaux en fonction du mètre linéaire de voirie aménagée présent sur chaque territoire communal.

La répartition géographique des aménagements de 580ml sera établie comme suit :

- 58% sur la commune de Soorts-Hossegor
- 42% sur la commune de Seignosse.

Le coût prévisionnel global de l'opération s'élève à 137 500 € HT soit 165 000 € TTC (mission de maîtrise d'œuvre comprise).

La Commune de Seignosse sera maitre d'ouvrage de l'ensemble des travaux qui sont prévus sur deux mois (prévisionnellement mai et juin prochains) et cette dernière assumera seule les attributs inhérents à cette fonction.

Il est précisé que la commune de Seignosse assurera le paiement direct des travaux aux entreprises retenues à réception des situations de paiement.

La commune de Seignosse effectuera un paiement TTC et sollicitera le Fond de Compensation de la TVA. Les sommes dues par la commune de Soorts-Hossegor seront calculées sur les montants HT.

Le remboursement des sommes dues par la commune de Soorts-Hossegor au titre du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage interviendra au plus tard 3 mois après la réception de travaux et la transmission du décompte général définitif.

*Après en avoir délibéré,*

*Par 21 voix pour*

*6 abstentions (L. BARBERIS, C. CABANAC-ESCANDE, H. ARBEILLE, E. BESCHERON, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Seignosse, relative à l'aménagement d'une voie verte sur l'avenue des Oyats.

**PRECISE** que cette convention est signée pour une durée qui démarre à la date de signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, et qui s'achève à la date de la signature de l'attestation de remise de l'ouvrage et à défaut, deux (2) mois après la transmission de l'attestation d'achèvement, accompagnée de la demande de prise de possession.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Envoyé en préfecture le 28/02/2023

Reçu en préfecture le 28/02/2023



ID : 040-214003048-20230228-230224\_006-DE

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 24 février 2023**

### **Délibération n°230224-007 : renouvellement de la demande de classement de l'office de tourisme en catégorie 1**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 21**

**Votants : 27**

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés** : Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**VU** l'arrêté du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des offices de tourisme ;

**VU** les articles L. 133-10-1 et D. 133-20 et suivants du code du tourisme ;

**CONSIDÉRANT** que les offices de tourisme peuvent être classés par catégories – I, II ou III - suivant le niveau des aménagements et services garantis au public en fonction de critères fixés par un tableau de classement élaboré par l'agence de développement touristique de la France Atout France et homologué par arrêté du ministre chargé du tourisme.



**CONSIDÉRANT** que l'Office de Tourisme d'Hossegor a été classé le 27 novembre 2018 en catégorie 1 pour une durée de 5 ans et doit donc renouveler sa demande de classement en catégorie 1.

**CONSIDÉRANT** qu'il revient au conseil municipal, sur proposition de l'office de tourisme, de formuler la demande de classement auprès du représentant de l'Etat dans le département,

**CONSIDÉRANT** la demande de l'Office de Tourisme d'Hossegor adressée à Monsieur le Maire de SOORTS-HOSSEGOR le 23 janvier 2023,

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,

**APPROUVE** la demande de classement en catégorie I présenté par l'Office de Tourisme d'Hossegor.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à adresser ce dossier aux services de l'Etat dans le Département conformément à l'article D. 133-22 du code du tourisme.

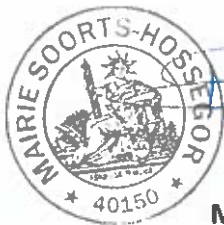
**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2024

### Délibération n°230224-008 : Conventions avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier : « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2023 » d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la proposition conjointe de la commune et de l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » d'accueillir en juillet-août 2023 dans les postes de secours des jeunes mineurs, membres du club, pour un stage d'observation en milieu professionnel,

Considérant que cette opération peut apporter une plus-value intéressante pour les trois parties :

- Pour la collectivité : accueillir des futurs sauveteurs, faire découvrir un métier et ses spécificités, créer des vocations, une participation définie à certaines tâches courantes du fonctionnement du poste (en aucun cas aux interventions de sauvetage aquatique et de secourisme) et par conséquent une intégration future plus facile,
- Pour les stagiaires : la découverte réelle du fonctionnement d'un poste de secours en saison, un apprentissage et une préformation,



- Pour le club formateur : nouer des relations privilégiées avec la collectivité en matière de formation des futurs sauveteurs,

Considérant que la découverte du fonctionnement d'un poste de secours et du dispositif de surveillance des plages participe directement aux processus d'apprentissage des futurs nageurs sauveteurs, ce qui leur permettra ensuite de postuler sur un poste de nageur sauveteur sur les plages de la commune,

En échange de ces heures de bénévolats et d'observation, la commune s'engage à attribuer à l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » une somme de 220 € par stagiaire ; cette somme devant servir à couvrir les frais liés à l'obtention du diplôme de secourisme nécessaire pour travailler sur les plages en tant que nageur sauveteur.

Cette somme sera versée à l'association sous réserve de l'accomplissement par le stagiaire du volume de 40 heures à l'issue de la séquence d'observation. Le ou la stagiaire bénéficiaire s'engage à fournir les documents justifiant de l'obtention du diplôme.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le dispositif qui permet d'accueillir dans les postes de secours des plages de la commune un maximum de six stagiaires pour une séquence d'observation en milieu professionnel d'un volume de 40 heures sur la période juillet-août 2023.

**AUTORISE** le versement d'une somme de 220 € par stagiaire à l'association Hossegor Sauvetage Côtier à l'issue de la période d'observation pour couvrir les frais de formation liés à l'obtention du diplôme de secourisme PSE 2 sous condition de fournir les documents attestant de l'obtention du diplôme.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier les conventions dont le projet-type figure en annexe de la présente délibération ainsi que tout document se rapportant à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 février 2023

### Délibération n°230224-009 : Rapport annuel 2022 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 27

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés** : Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L. 2333-87 et R. 2333-120-15,

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

**VU** le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°4 du Conseil municipal du 18 décembre 2017 portant fixation des tarifs du Forfait de Post-Stationnement (FPS),

**VU** le RAPO ci-annexé,

**CONSIDÉRANT** que depuis 2018 et la mise en place de la dépenalisation du stationnement payant, la gestion du stationnement sur voirie mais également la gestion des contestations est dorénavant une

compétence revenant à la commune dont relève l'agent assermenté ayant établi l'avis de paiement du Forfait Post-Stationnement (FPS),

**CONSIDÉRANT** que la contestation prend la forme d'un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) effectué dans un délai d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS,

**CONSIDÉRANT** que l'autorité qui a en charge l'examen des RAPO doit établir un rapport annuel,

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tout contrevenant qui ne règle pas le stationnement payant doit s'acquitter du paiement d'un Forfait Post Stationnement (FPS), conformément à la Loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles concernant la dépenalisation du stationnement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Un rapport annuel des recours administratifs préalables obligatoires doit être présenté à l'assemblée délibérante

Les usagers souhaitant contester le bien-fondé du Forfait Post Stationnement (FPS) doivent formuler, auprès de la commune un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO)..

Pour la commune, le nombre total des FPS émis pour l'année 2022 est de 4929

Les demandes de RAPO concernent principalement :

- Des erreurs de saisie de plaque d'immatriculation faites par les utilisateurs ;
- La non-apposition des cartes d'invalidité GIC/GIC ;
- Le dysfonctionnement des horodateurs.

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**PREND ACTE** du présent rapport annuel des Recours Administratifs Préalables Obligatoires.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,


Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 24 février 2023**

### **Délibération n°230224-010 : Ouverture de postes et modification du tableau des effectifs**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-sept février deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 21**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Absents représentés :** Céline LUNARDELLI a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Elsa BECKER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir des postes aux grades des agents à temps complet pour stagiairiser 2 agents au service Propreté,

**VU** l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines en date du 1<sup>er</sup> juin 2022,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :



- **2 postes d'Adjoint technique à temps complet**

Pour la stagiairisation de 2 postes au service Propreté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;

**PRÉCISE** que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

**PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2023.



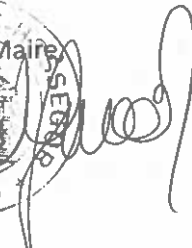

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023,

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**  
  
**Christophe VIGNAUD**